

IRIS OUEDRAOGO

Discours prononcé lors de la Cérémonie en mémoire de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions, le dimanche 10 mai 2026

À un an des élections présidentielles, où l'extrême droite est plus proche que jamais de gouverner notre pays, quel exercice difficile que de prendre la parole sur cette histoire dont le racisme est le cœur même. Je vous remercie de me laisser cette tribune et l'opportunité de m'exprimer.

J'aurais aimé vous offrir un texte plein d'espoir pour cette année à venir, et pouvoir dire que 25 ans après la promulgation de la loi Taubira et bientôt 200 ans après l'abolition de l'esclavage, nous vivons dans un pays réconcilié, où le multiculturalisme ne fait plus débat, où chacun, d'où il vient, a sa place.

Malheureusement, vous savez comme moi que nous n'y sommes pas. Il y a seulement quelques semaines, la France a refusé de ratifier une déclaration qualifiant l'esclavage de « pire crime contre l'humanité ». Comment ne pas bouillir de colère ?

Je suis une femme métisse, afrodescendante et l'Histoire de la colonisation et de l'esclavage, ce n'est pas pour moi un sujet abstrait. Elle est dans mon corps, dans mon nom, dans les regards que j'ai appris à décoder dès l'enfance. Dans les questions posées sur mes origines. Dans les portes qui se sont ouvertes moins facilement, dans les espaces où j'ai senti qu'on me tolérait plus qu'on ne m'accueillait.

Et pourtant. Mon grand-père, lui, a beaucoup donné à ce pays.

Né au Burkina Faso, il a été enrôlé durant la seconde guerre mondiale. Il a traversé la Méditerranée pour se battre sous un drapeau qui n'était pas le sien et a sacrifié sa jeunesse à la France pour une guerre dont il n'a presque jamais parlé.

Je l'ai connu jusqu'à mes dix ans, et de lui je garde une présence, mais peu de mots sur ce qu'il avait vécu. C'est à travers des archives, des documents que j'ai commencé à comprendre ce que ma famille n'avait pas pu me transmettre directement. Aujourd'hui, je travaille à un documentaire sonore pour que son histoire ne reste pas enfouie.

Je vous parle de lui aujourd'hui parce qu'il est une des raisons pour lesquelles je suis ici, et parce que son histoire dit quelque chose d'essentiel sur ce pays. La France a utilisé les corps des colonisés pour se défendre, pour s'enrichir, pour bâtir sa grandeur. Et malgré ce sacrifice, ma grand-mère

a du se battre pour obtenir la pension de retraite de son mari décédé.
Comment ne pas être en colère ?

Cette colère, c'est le carburant qui a permis aux esclavisés de se soulever, de s'organiser, de prendre les armes et d'exiger la liberté.

C'est la colère de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants, dont on a tu les noms, qui a rendu l'abolition inévitable. C'est Solitude, qui portait un enfant dans son ventre quand elle a combattu. C'est Louis Delgrès, qui a préféré mourir dans l'explosion d'un fort plutôt que de se rendre. Ce sont les marrons. Ce sont tous les anonymes dont l'histoire officielle n'a pas retenu le nom.

Et ce sont désormais leurs descendants que l'on doit écouter, lorsqu'ils parlent de leurs conditions de vie. Les territoires d'outre-mer sont les plus touchés par le chômage. Le taux de décrochage scolaire y est deux fois plus élevé que dans l'Hexagone. Les personnes nées aux Antilles ou à La Réunion ont 20 à 25 % de chances en moins d'obtenir un diplôme du supérieur, 12 % de chances en moins d'accéder à un emploi, et 35 à 45 % de chances de moins d'occuper un poste de cadre. À La Réunion, un habitant sur deux ne peut pas boire l'eau du robinet.

Comment ne pas écouter la colère qui gronde ?

La colonisation structure toujours notre société. Je pense aux victimes de violences policières, à la division raciale du travail, aux discriminations... Je pense à El Hacem Diarra, à Alhoussein Camara ou à Claude Jean-Pierre.

Encore aujourd'hui, la France peine à assumer l'héritage de la colonisation. Elle commémore, mais elle ne veut pas réparer. Elle célèbre les abolitionnistes, mais elle criminalise ceux qui descendent dans la rue pour exiger l'égalité réelle.

Alors oui, 25 ans après la loi Taubira, qui a eu le courage de nommer l'esclavage crime contre l'humanité, il me semble que le temps des réparations est arrivé. Comme l'aboutissement logique d'un processus : après la reconnaissance, après les excuses, vient le temps de réparer.

Cela suppose d'écouter. D'écouter vraiment ce que les descendants de personnes esclavisées ont à nous dire, sur ce dont ils ont besoin, sur les formes que cette réparation devrait prendre, sur la façon dont ils souhaitent que leur histoire soit transmise aux générations qui viennent.

Ce n'est qu'à ces conditions : écoute, reconnaissance, réparation, que nous pourrons, peut-être, commencer à parler de réconciliation.